

Fermeture de l'école Moulin à Mantes-la-Jolie

Conseil municipal du 02 février 2009

Un paradoxe saisissant concerne cette délibération : un plan de développement des écoles inauguré par... une fermeture.

La fermeture de l'école Moulin est une décision grave. Elle affecte le Val Fourré, un des quartiers les plus fragiles de notre ville, marqué par le chômage, l'échec scolaire, la perte du lien social.

Personne ne conteste les diminutions d'effectifs. Pour autant, il demeure de grandes interrogations.

En premier lieu : pourquoi cette rapidité dans la décision ?

Comment expliquer la construction d'un parking attenant à l'école, sorti de nulle part, à la demande de personne ?

Qu'advient-il du logement de fonction qui vient d'être attribué à la coordonatrice de l'école Jules Verne ?

Que vont devenir ces locaux pour lesquels 80000€ de rénovation viennent d'être faits ? Démolition pour le tracé de rues ? Nouvelle affectation pour un autre projet ?

Le plan ANRU prévoit la construction de logements sur les anciennes tours Ramon (45 logements sociaux) et sur le boulevard Clemenceau (43 logements en accession) que se passera-t-il si cela s'accompagne d'un afflux d'élèves ? On dit aux directeurs et en commission qu'il y aurait en ce cas la construction d'une nouvelle école mais alors pourquoi pas celle-là ?

Quelle présence civique viendra compenser la perte de l'école ?

Ces questions génèrent des craintes. L'un des arguments avancés repose sur l'absence d'une maternelle attenante à Moulin qui ne forme pas, du coup, « un groupe scolaire ». Nous craignons fortement que cela ne plaide en faveur d'une adaptation anticipée à la mise en place des EPEP (Établissements Publics d'Enseignement Primaires), rejetés majoritairement par tous les partenaires de l'école dans le Conseil Supérieur de l'Éducation, sauf le Medef. Ces super-écoles correspondent non seulement à une logique de mutualisation des moyens

(donc d'économie d'échelle) mais aussi à une restructuration administrative fondamentale qui placera les écoles sous la coupe des élus et d'une hiérarchie recrutée à l'extérieur de l'école.

Au delà, toutes les études sérieuses ont montré que les grandes structures fonctionnent mal sur des tissus sociaux fragiles. Il n'est pas sérieux de penser que l'on fabrique de la réussite scolaire dans des établissements aux dimensions trop grandes. Il y a d'ailleurs une cohérence de ce point de vue avec l'entreprise de fusion entre les lycées Saint-Exupéry et Rostand, contestée fortement aussi.

Tous craignent de voir déséquilibrer Seigné et Verne (des écoles qui fonctionnent bien) crouler sous des effectifs trop importants.

Plutôt que la fermeture de l'école, d'autres projets auraient été envisageables :

- Une fermeture de classe aurait suffi à faire remonter la moyenne de l'école Moulin dans les effectifs classiques de la ZEP : soit 23.

- Il y a bien des dérogations nombreuses pour quitter J. Moulin, mais l'implantation des quelques classes de maternelle auraient pu enrayer cela.

- Faire venir des enfants extérieurs au quartier immédiatement riverain ?

- Le redécoupage des périmètres est une nécessité vitale aujourd'hui. Repenser un plan d'ensemble pour soulager de grosses écoles et en rééquilibrer d'autres aurait pu être réalisé en préalable à une fermeture ;

Encore une fois, il aurait fallu réfléchir et organiser la concertation plutôt que d'imposer une solution d'en haut.

Pour Décil
Nathalie Coste, conseillère municipale



Avenir de l'automobile dans la vallée de la Seine

Réflexion en temps de crise, est-ce bien raisonnable ?

D'abord ça n'est pas un scoop et ça n'est pas d'aujourd'hui non plus : le marché n'est plus aussi florissant, ça délocalise, ça externalise à tout va depuis des lustres, les emplois ont fondu comme neige au soleil... et la crise financière, écologique, sociale n'arrange rien, tout en sachant qu'elle peut aussi avoir bon dos, tant les profits des actionnaires se portent encore très bien.

Les Renault et Peugeot de la Vallée de la Seine en savent quelque chose depuis des années : flexibilité, recul de l'emploi, quasi gel des salaires, travail à la chaîne ou en bureau toujours plus dur, occasionnant maladies professionnelles, dépressions, voire suicides. Et maintenant, l'arrêt des équipes de nuit, le chômage "technique" payé par les salariés avec leurs congés, et par l'invention du "capital temps négatif" ou avec perte de salaire si besoin...

Le chiffre des effectifs n'est plus en dizaines de milliers mais en unités : de 22 000 dans les années 80 à 3700 à Flins en 2009, et 6000 à Poissy, sans parler des centaines d'intérimaires vidés comme des malpropres ou des arrêts de contrat des prestataires de services comme à Guyancourt...

En plus de nombreuses petites boîtes de sous-traitance menacent de mettre la clef sous la porte. Le bassin d'emploi de la Vallée de la Seine, déjà en piteuse posture, est donc gravement menacé. Cela ne console pas que ce soit mondial et qu'en plus, les milliards pour "sauver" l'automobile le seront à fond perdu et pas dans la poche des salariés...

Ouvrons les yeux et mettons les pieds dans le plat : compte-tenu de l'épuisement des matières premières, du réchauffement climatique, de l'urbanisme d'un autre âge, ce secteur a-t-il réellement un avenir ? La voiture comme vecteur de liberté n'est-elle pas une notion quasi dépassée ?

Alors défendre bien évidemment les emplois actuels doit-il empêcher de réfléchir à la finalité de cette industrie et des solutions à plus long terme ? Tout emploi est-il vraiment bon à prendre lorsqu'il est nuisible pour la santé, l'environnement, lorsqu'il est porteur d'une conception sociale mortifère et source d'inégalités ?

Si l'auto fait vivre 20% de la population de Seine Aval (INSEE, janvier 2008), cela permet-il de faire n'importe quoi, en fonçant tête baissée sur tout ce qui bouge et qui clique ? Les projets bien timides, sur la voiture "propre", la relance de la

consommation par des primes à la casse, ne sont-ils pas que des pis aller temporaires ?

Quel type d'énergie pour la dite voiture "électrique" ? Du nucléaire ? De nouvelles nuisances et dangers ? Non merci ! En plus peu d'emplois pour ça en prévision et peu d'acheteurs aussi...

Quant au projet aberrant de circuit F1 censé nous envoyer au "paradis" avec l'argent public... même pas en rêve ! C'est plutôt le cauchemar environnemental total et destructeur, qui mène dans une impasse et une mystification sociales telles, qu'on s'étonne encore de tous ces soutiens...

Interrogeons nous un peu sur le mode actuel de consommation et de vie, sur cette "croissance" indécente qui fait marcher le monde sur la tête : toujours plus de voitures pour aller à toujours plus de centres commerciaux pour acheter toujours plus de produits fabriqués grâce aux bas salaires à l'autre bout du monde, en polluant toujours plus... quelle aberration !

Et si on pensait un peu plus à des choses simples, de bon sens et en plus créatrices d'emplois :

- au développement d'un service public de transports en communs de qualité et gratuits (trains, RER, cars), face au réseau largement insuffisant !

- à la construction de pistes cyclables de façon quasi systématique permettant non seulement de circuler en ville mais aussi de relier des villes voisines ?

- à une véritable relocalisation : celle de l'agriculture (bio de préférence !), des commerces et services publics de proximité, des emplois de reconversion utiles et de proximité, proches des habitations, des habitations proches des emplois et des loisirs...

Enfin, compte tenu des progrès continus de la productivité du travail, est-il aujourd'hui indécent de revendiquer une réelle et conséquente baisse du temps de travail sans perte de salaire et des horaires qui ne soient pas dépendants des aléas de la production, plutôt que l'allongement par la retraite à 70 ans, le travail du dimanche, les heures supplémentaires pour certains, le chômage pour les autres ?

Bref du travail pour tous, du temps pour vivre et réfléchir ! Rien que de bien raisonnable en somme !

Fabienne, une utopiste debout !



Mantes-la-Jolie paie le prix fort pour les promoteurs

De l'argent public pour sauver les projets immobiliers en déroute

L'année 2008 a été marquée par la crise immobilière. Dans le Mantois, la crise n'épargne personne. Les espaces de vente sont désertés par les clients malgré les remises. Résultat, les chantiers à l'arrêt se multiplient. Dans les années fastes (2005/2006), les promoteurs démarraient le chantier lorsque le taux de réservation atteignait 20 à 30% de programme, les banques avaient alors le prêt facile. Aujourd'hui, avec la crise, les banques sont plus rétives à accorder ces prêts aux promoteurs en-dessous de 50 à 70% de réservation. Non seulement les clients sont rares, mais le nombre de logements à vendre avant de lancer les travaux augmentent. Bilan, les programmes des promoteurs privés sont stoppés et avec eux tous les projets de logements en accession des communes.

A Mantès-la-Jolie, la ZAC des Bords de Seine est à la dérive. Hermitage immobilier (avec son projet de 300 logements) a jeté l'éponge, Arc Promotion (200 à 250 logements environ prévu) est aux abois. Résultat, un désastre financier en perspective pour la commune si rien n'est fait. Autre projet plombé, celui du Monoprix. Les 46 appartements prévus pour équilibrer l'opération ne se vendent pas. Altaréa, le promoteur, refuse de lancer les travaux et de grosses suées froides inondent le front du maire de Mantès. Il faut dire que le projet fait grand bruit, et un échec serait malvenu aux prochaines élections.

Face à ce blocage, les collectivités locales sollicitent les bailleurs sociaux ou les deniers publics pour relancer les projets. Mantès-la-Jolie sort le carnet de chèques pour

racheter 25/30 logements sur le projet Monoprix. Ailleurs, elle fait appel aux fonds publics des bailleurs sociaux pour sauver des programmes à la dérive comme la Résidence Sully de Constructa au Val Fourré, les Jardins de Castille de Kaufman & Broad sur le boulevard Maréchal Juin, Aquarelle d'Arc Promotion aux Bords de Seine, ou encore rue des Garennes de Monné-Decroix.

Opportunité ou fausse bonne idée ? Au regard des perspectives dans l'immobilier, il est certain que sans l'aide des pouvoirs publics, ces programmes sont voués à l'échec. Ce qui nécessiterait une armée de jardiniers pour entretenir ces nouveaux espaces verts. Toutefois, la sauvegarde de ces projets a un coût faramineux pour la collectivité. Que va faire la ville de Mantes des logements achetés ? Les louer, les revendre mais à qui ? Là où le promoteur échoue, la ville ne pourra probablement pas faire mieux. Les logements seront revendus sûrement dans quelques années à un bailleur social avec une perte financière importante pour la ville. Quant aux bailleurs sollicités, leurs financements ne sont pas extensibles à souhait. S'ils rachètent les programmes actuels pour sauver les projets des promoteurs, c'est autant de logements qu'ils ne pourront pas construire ailleurs, pour mener à bien leurs propres projets, pensés et muris d'emblée pour de la location sociale, donc adaptés à la demande locale, d'une qualité bien supérieure et de taille plus importante...

D'un autre côté, sans cette crise immobilière, et avec la mairie actuelle, jamais les bailleurs sociaux n'auraient pu imaginer construire des logements sociaux dans le Domaine des Bords de Seine ou encore au-dessus du Monoprix dans le centre de Mantes. Il y a donc là des opportunités de mixité sociale qui ne se représenteront plus avant l'arrivée de la gauche aux prochaines élections. Par contre, faire racheter aujourd'hui des logements par des bailleurs sociaux au Val Fourré (Résidence Sully, rue des Garennes), il faut quand même une bonne dose de bêtise pour en arriver là.

S'il y a donc quelques opportunités pour les bailleurs (bonne localisation, logements disponibles rapidement, etc.), n'oublions pas quand même que nous parlons là de nationaliser les pertes financières de promoteurs immobiliers (qui résultent de mauvais choix) alors que dans les années fastes, les collectivités locales n'ont pas vu un centime des immenses profits qu'ils ont alors amassés. Et si les promoteurs ne parviennent plus à vendre aujourd'hui, il y a surtout d'excellentes raisons à cela, des prix pratiqués exubérants ou encore de mauvais projets.

Jérémy.



L'Ecole Nationale de Musique (ENM) perd la face

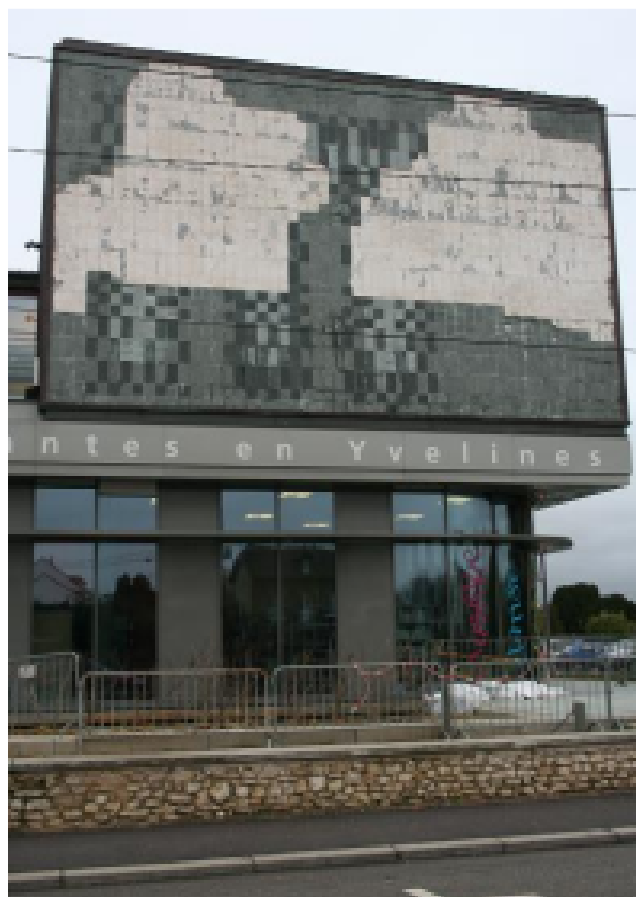
Depuis fin 2006, et son inauguration en grandes pompes, l'ENM, (« école nationale de musique de danse et de théâtre de Mantes en Yvelines ») c'est « *sous une architecture élégante un niveau de prestation rare en Ile de France...* » selon le site www.enm-mantes.fr.

Une architecture élégante, certes, mais -serait ce à cause du froid- la peau de cette architecture élégante est semble-t-il tellement gercée qu'elle pèle. Eh oui, l'ENM perd la face. A tel point que des barrières de fortune tiennent à distance de la façade le piéton qui voudrait trop s'en approcher.

Faut il y voir un symbole de la fracture entre les grandes déclarations des politiques et la réalité vécue par les citoyens ordinaires ? On constate par exemple que l'ENM n'a plus de directeur. Serait ce trop cher d'engager le candidat diplômé comme il se doit ? Ou bien, serait-ce Dominique Braye qui imite le ministre de l'Education Nationale pour la gestion des personnels ?

On mesure aussi l'écart entre le discours triomphant de Pierre Bédier lors de l'inauguration de l'ENM, reliant cette opération au « grand projet de Mantes Université » et la réalité des utilisateurs du stade Léo Lagrange à Mantes la Ville qui attendent toujours de savoir où et quand cet équipement sera reconstruit, ou les amateurs de natation de l'agglomération qui attendent toujours la piscine promise dans cette même zone, et même annoncée un temps pour... 2008 !

Et, avez vous remarqué, on ne parle plus de la ZAC des deux gares, le nom a changé, le mot ZAC a disparu... le terme de Zone d'aménagement concertée était-il politiquement incorrect ? Certes, le qualificatif de concertation n'est guère adapté à la réalité (encore elle !) et si l'évocation des deux gares parlait aux habitants du Mantois, en revanche, cela devenait moins pertinent de loin, ou de l'OIN, puisque le projet a été récupéré dans une « opération d'intérêt national », un montage plutôt rare, et pour quel intérêt local ? On s'éloigne, on s'éloigne, et même la façade de l'ENM se détache de son support.



Agathon.



La F1 à Flins

L'emploi a-t-il besoin de cette vitrine médiatique?

Après la manifestation réussie du Collectif Flinssansf1 le samedi 17 janvier, le débat continue. Le président du Conseil Général avait invité tous les élus des communes de l'OIN (Opération d'intérêt national) à Aubergenville le 27 janvier pour leur présenter son projet. Il a même présenté cette réunion comme le premier acte de la concertation. Les opposants étaient à la porte avec un tract mais aussi dans la salle parmi les élus.

Le principal argument des défenseurs du circuit est la sauvegarde de l'emploi et, pour cela, on ne lésine pas sur les projets : « créer la Vallée de l'automobile avec le circuit, un projet de formation, un projet de loisirs et de tourisme, une antenne de la Cité des sciences » pour Monsieur Bédier ; « un espace de l'automobilité pour réfléchir aux nouveaux moyens de déplacement » pour Monsieur Garay. L'organisation du Grand Prix de F1 devant servir d'outil de communication pour... C'est là qu'on ne comprend plus très bien car personne ne dit plus que c'est la construction du circuit qui créera des emplois. Après sa construction, il est clair qu'il nécessitera

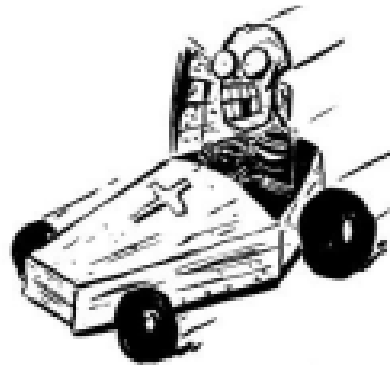
quelques emplois toute l'année et des emplois précaires au moment des courses. Mais l'organisation du Grand Prix doit être la vitrine qui attirera les investisseurs vers « la vallée de l'automobile ». Bizarre ! Il me semblait que de Poissy à Mantes, depuis 50 ans la « vallée de l'automobile » existait bel et bien avec ses dizaines de milliers de salariés de Peugeot et Renault. Et, c'est maintenant que l'automobile est en crise et qu'on cherche des alternatives au « tout auto » qu'il faudrait tout communiquer sur la vallée de l'automobile ? Voudrait-on faire en faire un Musée comme avec les mines dans le Nord ?

Ce n'est pas comme cela qu'on sauvera les emplois à Flins et à Poissy. Si l'on veut que ces usines continuent à vivre, il faut les aider à mettre au point la voiture de demain, plus économe, moins sophistiquée, moins chère et, pour cela, il n'y a pas besoin de faire tourner des bolides à 300 km/h.

Mike.

www.collectif-flinssansf1.org
www.velorution.org

**PAS DE F1
A FLINS !**



Continuer la mobilisation pour Gaza

Une motion déposée au conseil municipal

Les militants de Décil ont naturellement fait entendre leur voix, avec beaucoup d'autres, lors des rassemblements, manifestations et réunion publique unitaires qui ont eu lieu dans le Mantois contre les massacres commis par l'armée israélienne à Gaza.

Au conseil municipal, nos élus, Nathalie Coste et Joël Mariojous, ont déposé une motion qui n'a pas été retenue par la municipalité. Elle demandait de « faire respecter des principes universels, d'appeler l'ensemble des autorités politiques compétentes, nationales et internationales, à travailler au plus vite à la fin du blocus de Gaza, et, plus généralement, à l'arrêt de la colonisation des Territoires palestiniens dans le respect scrupuleux du droit international, bafoué depuis 60 ans. »

Mais surtout nous voulions engager « une réflexion sur la manière dont nous pouvons, dans la mesure de nos moyens, aider matériellement, participer économiquement et soutenir socialement la population de Gaza. »

Car nous pensons que la mobilisation de soutien au peuple palestinien ne doit pas s'arrêter, mais doit se poursuivre dans la longue durée, par des actions concrètes, en s'appuyant sur les forces associatives du Mantois.

Nous y travaillerons avec tous ceux qui le souhaitent, en étant attentifs à la manière dont se réaliseront ou pas le peu d'engagements de la municipalité.

Le Journal de Décil est une publication de
Décil - Démocratie et Citoyenneté Locales -
association de loi 1901

Présidente : Nathalie Coste
Directeur de la publication : Joël Mariojous

ISSN Imprimerie spéciale
version papier 1763-7724
version en ligne 1763-1661

Décil est une association cherchant à promouvoir la démocratie locale et une véritable citoyenneté.

Décil est un journal mensuel

Décil c'est un site internet : <http://decil.lautre.net>
Décil c'est un blog : <http://decil.hautefort.com>

Décil c'est enfin des coordonnées pour nous joindre :
Courriel : contact@decil.lautre.net
Boîte postale : Ass. Décil ; BP 4 ; 78206 Mantes-la-Jolie